

20210502 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/32687/l-europe-renforce-son-dispositif-de-surveillance-de-la-frontiere-greco-turque>

Actualités



© Giannis Papanikos/AP/picture alliance

Un policier à la frontière entre la Turquie et la Grèce, près du fleuve Evros. Crédit : Picture alliance

L'Europe renforce son dispositif de surveillance de la frontière gréco-turque

Par [La rédaction](#) Publié le : 02/06/2021

L'Union européenne va ériger d'ici la fin de l'année un mur d'acier entre la Grèce et la Turquie. Un camion blindé équipé d'un canon sonore tirant des rafales de bruits assourdissants, comparables au volume d'un moteur à réaction, sera également déployé à la frontière gréco-turque pour empêcher les migrants d'atteindre le territoire européen.

L'Europe se mure un petit peu plus. Après avoir [équipé et formé les garde-côtes libyens](#) pour intercepter un maximum d'embarcations de migrants, puis signé un [nouvel accord avec la Tunisie](#) pour contenir le flux d'exilés traversant la Méditerranée en échange d'aides financières, l'Union européenne (UE) se dote d'un nouvel arsenal de protection.

Cette fois, l'union investit du côté de la frontière gréco-turque, avec la mise en service d'un canon sonore tirant des rafales de bruits assourdissants et pouvant atteindre le volume d'un moteur à réaction, depuis un camion blindé. Un mur d'acier bloquera également les points de passages utilisés par les exilés pour rejoindre la Grèce en traversant la frontière Evros.

Les tours d'observation de la zone seront par ailleurs équipées de caméras à longue portée, d'une vision nocturne et de plusieurs capteurs de mouvements. Les données seront ensuite envoyées aux centres de contrôle et traitées par une intelligence artificielle afin de signaler les mouvements suspects.

Un nouveau dispositif lancé d'ici la fin de l'année

Ce réseau de surveillance automatisé en cours de construction à la frontière gréco-turque vise à détecter rapidement les migrants et les dissuader de traverser, avec des patrouilles fluviales et terrestres utilisant des projecteurs et le canon sonore.



Le fleuve Evros est une frontière naturelle entre la Grèce et la Turquie. De nombreux migrants tentent de la traverser pour entrer sur le sol grec. Crédit : InfoMigrants

Les principaux éléments de ce nouveau dispositif seront lancés d'ici la fin de l'année, a déclaré à l'agence de presse AP Dimonsthenis Kamargios, chef des garde-frontières grecs de la région. "Notre tâche est d'empêcher les migrants d'entrer illégalement dans le pays. Nous avons besoin d'équipements et d'outils modernes pour y parvenir", a-t-il affirmé.

Cet arsenal a été développé par des chercheurs, travaillant avec des entreprises privées à travers toute l'Europe. Plus d'une douzaine de projets ont été testés à la frontière gréco-turque, mais également en Hongrie et en Lettonie, durant les mois d'accalmie liée à la crise sanitaire.

>> À (re)lire : [La Grèce renforce sa frontière terrestre avec la Turquie](#)

Les experts ont ainsi expérimenté d'autres technologies parmi lesquelles des détecteurs de mensonges, des scanners de la paume des mains utilisés comme identifiant biométrique ou encore un meilleur échanges d'informations entre les données satellitaires et les images provenant des drones sur terre, dans les airs, en mer et sous l'eau.

Cependant, l'ensemble des programmes de surveillance testés ne seront pas tous inclus dans le nouveau système de détection.

"Criminaliser, expérimenter et déshumaniser les personnes en mouvement"

Ce nouveau dispositif inquiète les organisations humanitaires et certains députés européens. C'est le cas de Patrick Breyer, membre du Parti des pirates allemands. "Force est de constater que le traitement des ressortissants étrangers est souvent un terrain d'essai pour des

technologies utilisées ensuite sur les Européens. C'est pourquoi tout le monde devrait s'en soucier, dans son propre intérêt", a prévenu l'eurodéputé, joint par AP.

>> **À (re)lire : [Frontières de l'UE : les premiers garde-côtes européens armés déployés](#)**

Pour Ella Jakubowska, du groupe de défense des droits numériques EDRi, "il est profondément troublant que, à maintes reprises, les fonds de l'UE soient investis dans des technologies coûteuses qui sont utilisées de manière à criminaliser, expérimenter et déshumaniser les personnes en mouvement".

L'UE a débloqué trois milliards d'euros dans la recherche sur les technologies de sécurité à la suite de la crise des réfugiés de 2015, lorsque plus d'un million de personnes sont entrées en Europe à la recherche d'une protection.